

**L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice):** Monsieur l'Orateur, je regrette mais les députés n'ont pas compris, en dépit de ma longue déclaration, que la seule chose qui contribue d'une certaine manière à la hausse du prix de la farine pour le meunier est la hausse du prix que la Commission canadienne du blé leur demande; il en résulte que le prix mondial est maintenant de \$3.50 soit 50 cents de plus que les \$3 auxquels nous le maintenions auparavant. Les 50 cents supplémentaires, qui n'ont rien à voir à ce petit rajustement destiné à aider le Trésor, représentent ce qui en temps voulu peut légèrement augmenter le prix du blé pour le meunier.

**M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. La hausse du prix n'est-elle pas une raison de plus pour accorder des subventions?

**M. l'Orateur:** A l'ordre. C'est un argument. La question posée de cette façon est irrecevable.

#### LA HAUSSE DES PRIX DE L'ALIMENTATION—LES MESURES CORRECTIVES ENVISAGÉES

**M. James A. McGrath (Saint-Jean-Est):** Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question supplémentaire au premier ministre? Étant donné la hausse sans précédent du prix du bacon, de la viande de porc et de la viande de bœuf...

**Une voix:** Du poisson.

**M. McGrath:** Je garantis au député que les pêcheurs n'en retirent aucun profit. Je demanderai au premier ministre quelles mesures le gouvernement propose pour empêcher cette hausse exorbitante du prix des aliments. Ma question vient du fait que la majorité...

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Le député pourrait peut-être permettre au ministre de répondre, je ne pense pas qu'il doive ajouter des commentaires lorsqu'il pose une question.

**Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, j'examinerai certainement la question, mais j'aimerais également examiner très soigneusement le cas des pêcheurs qui, dit-il, ne bénéficient pas du tout de la hausse du prix du poisson. J'aimerais voir cela.

**M. McGrath:** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Étant donné que le gouvernement n'a jusqu'à maintenant rien fait d'autre pour lutter contre l'augmentation des prix des aliments que d'établir la Commission de révision des prix de l'alimentation et étant donné que la majorité des députés ne croit pas que cette Commission soit capable de faire face à la situation, comme l'a révélé le discours du député de Vancouver-Sud prononcé à Calgary—je vous demande pardon, à Vancouver...

**Des voix:** Oh, oh!

**M. McGrath:** ... puis-je demander au premier ministre...

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Le député pourrait maintenant poser sa question.

**M. McGrath:** Monsieur l'Orateur, ces interruptions me rendent la chose plutôt difficile. Puis-je demander au

#### Questions orales

premier ministre quelles nouvelles propositions le gouvernement a l'intention de présenter à la Chambre afin d'aider quelque peu les Canadiens à combattre l'inflation?

**M. Trudeau:** Monsieur l'Orateur, je ne suis pas d'accord avec l'interprétation du vote de la Chambre que le député vient de donner en déclarant qu'il n'y a pas accord sur le rôle de la Commission de révision des prix. Cette dernière a été établie par la Chambre et, je le répète, nous avons confiance dans sa capacité d'agir.

**M. l'Orateur:** A l'ordre. Un certain nombre de députés veulent poser des questions supplémentaires à ce propos. Nous y reviendrons, mais je propose que nous terminions tout d'abord la première série de questions. La présidence accorde la parole au député de Timiskaming, qui sera suivi du député de Témiscamingue.

\* \* \*

#### L'AGRICULTURE

##### LES PORCS—DEMANDE DE FIXATION D'UN PRIX À TERME—LA LUTTE CONTRE LA HAUSSE ET L'ENCOURAGEMENT À LA PRODUCTION

**M. Arnold Peters (Timiskaming):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Agriculture. Étant donné que l'on a parlé hier de la suppression du contrôle des prix aux États-Unis, le gouvernement canadien, et le ministère de l'Agriculture en particulier, ont-ils envisagé de fixer un prix à terme pour la production des porcs, pour veiller à ce qu'une limite de production n'entraîne pas une augmentation de 50 p. 100 comme celle qui va avoir lieu aux États-Unis et qui pourrait très bien se produire ici, selon les représentants de cette industrie.

**L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture):** Monsieur l'Orateur, l'une des grandes questions qui nous préoccupe dans le domaine de la production des denrées alimentaires est le fait que les gens disent qu'il va y avoir pénurie, étant donné que nous devons assurer la sécurité des personnes qui travaillent dans la production des denrées alimentaires, quelle que soit la denrée en question. Nous devons également encourager la production dans notre pays. Les mesures prises aux États-Unis ont diminué la production et les réserves, et cela devrait nous servir à tous de leçon.

**M. Peters:** Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Étant donné qu'au cours des deux dernières années, un grand nombre d'éleveurs de porcs de notre pays ont été ruinés car ils n'étaient pas capables de stabiliser leurs prix en fonction de leur coût de production, l'office de stabilisation envisage-t-il d'établir un prix à terme qui encouragera les agriculteurs à reprendre l'élevage des porcs, pour éviter cette augmentation éventuelle qui aurait de grandes conséquences sur le coût de la vie?

● (1140)

**L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture):** Je ferai remarquer en premier lieu que l'élevage des porcs au Canada est presque plus élevée que jamais. Le conseil de stabilisation veille très attentivement à l'évolution de la situation. Nous sommes intéressés à maintenir cette productivité, et ce sont les prix qui sont le meilleur encouragement à la productivité au Canada.